

Intervention de la CGT lors de la manifestation du 19 mars à Bastia.

Depuis de nombreux mois, les salariés, les retraités, les privés d'emplois et la jeunesse se mobilisent dans le pays. Ces différentes mobilisations s'opposent à la profonde injustice sociale qui s'aggrave et exigent notamment une augmentation du pouvoir d'achat, plus de justice fiscale, de meilleurs services publics et une autre répartition des richesses créées par le travail.

Mais plus le temps passe et plus le gouvernement et le patronat méprisent les revendications. Pire, les propositions que retiendrait le gouvernement du grand débat seraient notamment un nouveau recul de l'âge de départ à la retraite et aussi une nouvelle journée de travail gratuite. On est donc loin de l'augmentation du SMIC, des retraites ou du point d'indice dans la fonction publique qui s'expriment avec force dans les mobilisations.

En Espagne le SMIC a été revalorisé de 25% sans que l'économie du pays ne s'écroule, bien au contraire. En Allemagne les salaires des fonctionnaires vont également progresser de 8% sans pour autant creuser les déficits. En France, au contraire, Macron baisse les retraites et augmente la CSG.

Plutôt que de remettre en cause les multiples aides publiques aux entreprises pour, soit disant, faire baisser le chômage (40 milliards notamment en 2019 pour le seul CICE) Macron préfère stigmatiser les 6 millions de demandeurs d'emplois que compte le pays en affirmant qu'il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du travail. Comme si le chômage de masse c'était de la faute des demandeurs d'emploi.

En Corse, la conférence sociale sur la vie chère organisée par la CTC a rendu ses conclusions. Si la seule mesure consiste à baisser la TVA sur l'essence, sans s'attaquer aux marges des pétroliers, ça ne servira à rien sauf à engraisser encore le groupe VITO et Total qui chaque année en Corse distribuent 10 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

A écouter les patrons de la grande distribution qui sont aussi les mêmes qui dominent dans les transports, le bâtiment et la presse, ces derniers ne seraient en rien responsables de la cherté de la vie. Ils affirment même qu'ils ne gagnent rien en Corse et que s'ils investissent et se développent c'est pour rendre service car ils sont attachés à leur terre. Vaut mieux entendre cela qu'être sourds !

Il font tellement œuvre de charité désintéressée que le nombre de Corses qui paient l'impôt sur la fortune a explosé et que les coffres des banques en Corse sont trop petits pour contenir tous leurs profits. Pas étonnant lorsque l'on voit les faibles salaires qu'ils imposent à leurs salariés.

Alors maintenant ça suffit nous exigeons une augmentation des salaires et une baisse immédiate des prix des produits alimentaires et des carburants.

Nous exigeons aussi, compte tenu de la faiblesse des transports en commun que la prime trajet Corse soit doublée pour la porter à 40 euros minimum par mois et qu'elle soit généralisée à tous.

Nous exigeons également que tout l'argent public distribué aux entreprises partout dans le pays et particulièrement en Corse soit conditionné à des contre parties sociales (embauches en CDI, augmentation des salaires ou investissement)

Il faut mettre fin à certains effets d'aubaine scandaleux comme la construction de résidences secondaires avec piscine payées avec le Crédit d'Impôt Corse c'est-à-dire nos impôts à tous.

Cet argent serait plus utile pour financer notamment nos hôpitaux et nos services publics et leurs emplois qui disparaissent les uns après les autres notamment dans le rural.

Lorsque le Président de la République viendra en Corse dans le cadre du Grand Débat il doit répondre aux attentes légitimes des populations notamment en améliorant l'accès aux services publics en octroyant les moyens financiers pour pouvoir se soigner à moindre coût en améliorant notamment la situation dans les EHPAD.

Macron avait promis lors de sa visite à Bastia l'année dernière de répondre aux véritables attentes des Corse avec un plan Santé ainsi que la sécurité énergétique. On attend toujours. Sans décisions fortes nous risquons comme en 2005 de connaître de nouvelles coupures d'électricité faute de production suffisante suite à l'abandon du programme énergétique pourtant voté à l'unanimité.

Oui de l'argent il y en a pour augmenter les salaires, les pensions et créer des emplois. Oui, les grèves sont nécessaires pour imposer plus de justice fiscale et une meilleure répartition des richesses. Oui, ce printemps social et la mobilisation pour le climat sont fédérateurs car il y a convergence des luttes pour un emploi de qualité et celles pour sauver la planète.

Mettre au pas les Banques et les multinationales, ce que refuse malheureusement de faire le Président de la République, permettrait de construire une société respectueuse de la dignité des personnes et de notre environnement.

Aujourd'hui en Corse et dans le pays nous montrons qu'on peut se regrouper et s'unir et c'est ce que redoute le plus le gouvernement et le grand patronat.

Nous avons pris le bon chemin ; restons mobilisés, unis et solidaires et nous gagnerons.